L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

Volume 6 | Printemps / Spring 2025

Credit: Tommy Trenchard

PhiLab

Coordonnées | Contact
philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeurs de publication
Publication Directors
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Rédacteurs en chef | Editors in Chief
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Coordination de la rédaction
Edition Coordination
Laurence Croteau

Contributeurs | Contributors
Adam Parascandola
Adam Saifer
Alice Chipot
Amina Wazoumi Ignanoné
David Grant-Poitras
Diane Alalouf-Hall
Elisabeth Robinot
Éric St-Pierre
Fahad Ahmad
Hilary Pearson
Jean-Marc Fontan
Joey Mac Intosh
Jonathan Deschesnes
Joshua Newton
Karine Meaux
Katherine Lacefield
Laurence Croteau
Léo Bérenger Benteux
Michelle Riley
Peter R. Elson
Saouré Kouamé
Susan Philips
Sylvain A. Lefèvre
Taïeb Hafsi
Thierry Delvigne-Jean
Verena Gruber

Conception graphique | Graphic Design
Laurence Croteau

ISSN: 2563-3058
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025.
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2025.

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le **Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie** (PhiLab) a été créé en 2014 dans le cadre d'une demande de financement « développement de partenariat » obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce financement a été reconduit en 2018 pour six années par l'obtention d'une subvention « partenariat » du CRSH. Depuis 2024, PhiLab profite de financements octroyés par différentes fondations dont la Fondation Lucie et André Chagnon et la Fondation Mirella et Lino Saputo. Le Réseau pancanadien constitue un lieu de recherche partenarial, de partage d'information, de mobilisation des connaissances sur la philanthropie subventionnaire et de formation à la recherche. Les activités de recherche conduites en partenariat valorisent les connaissances auprès d'une diversité d'acteurs sociaux, d'agences gouvernementales, milieux universitaires et petits et grands médias. La valorisation des connaissances, via des outils de communication novateurs et accessibles, permet une diffusion élargie des connaissances produites ou déjà existantes. Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The **Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy** (PhiLab) was created in 2014 as part of a "partnership development" funding application obtained from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC). This funding was renewed in 2018 for six years by obtaining a "partnership" grant from SSHRC. Since 2024, PhiLab has benefited from funding granted by various foundations, including the Fondation Lucie et André Chagnon and the Mirella and Lino Saputo Foundation. The Pan-Canadian Network is a hub for partnership research, information sharing, knowledge mobilization on grantmaking philanthropy and research training. Research activities carried out in partnership promote knowledge among a wide range of social players, government agencies, academics and small and large media. The valorization of knowledge, via innovative and accessible communication tools, enables a wider dissemination of the knowledge produced or already existing.

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT | PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Credit : Gabreez Productions

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT
PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Les investisseurs institutionnels face au conflit israélo-palestinien

Par David Grant-Poitras, *Doctorant en sociologie UQAM* ; **Alice Chipot**, *directrice du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises*

David Grant-Poitras est candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal. Sa thèse porte sur les rôles et impacts des fondations subventionnaires québécoises dans la transition sociale et écologique. David travaille depuis plusieurs années comme agent de recherche au PhiLab. Il y conduit diverses activités de recherche qui s'intéressent aux initiatives et innovations que déploient les acteurs philanthropiques pour réduire les inégalités sociales et lutter contre les changements climatiques.

Alice Chipot détient une maitrise en Sciences politiques et un baccalauréat en droit ainsi qu'une maitrise en Gestion et innovations sociales de HEC Montréal. Elle est de plus étudiante à l'École du Barreau pour finaliser sa formation d'avocate. Praticienne et chercheuse, Alice s'intéresse aux droits humains et à l'environnement, en observant de près l'interaction entre la vie des organisations, les cadres règlementaires à l'œuvre et les interdépendances économiques et financières. Alice a dirigé pendant presque 4 ans le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE.org), un OBNL basé à Montréal qui utilise notamment l'engagement actionnarial pour promouvoir une économie plus juste, à l'écoute des parties prenantes. Cette implication lui a permis de participer aux réflexions sur la durabilité des pratiques financières au Québec et au Canada.

Le 7 octobre 2023, le Hamas a coordonné une attaque terroriste en Israël où plus de 1 200 personnes ont été tuées et 253 ont été faites prisonnières. S'en est suivi une riposte d'une violence inouïe de la part du régime israélien, lequel a bombardé à grande échelle la Bande de Gaza, en plus d'y lancer un siège militaire. Depuis le début des attaques, 47 161 Gazaouis ont été tué·es (majoritairement des civils), 111 166 ont été blessé·es et 1,9 million sont réfugié·es.[1]L'armée israélienne a détruit ou endommagé les deux tiers des bâtiments de la bande de Gaza[2] et s'attaque même aux travailleurs·euses humanitaires qui acheminent vives et secours à la population[3]. Pour toutes ces raisons, la Cour internationale de Justice défend que nous avons des « motifs raisonnables » de croire qu'un génocide est commis à l'encontre du peuple de la Palestine[4].

La guerre n'est pas sur le point de se résorber. Alors que les risques d'un embrasement régional au Moyen-Orient demeurent élevés, l'administration Trump propose de prendre le contrôle de Gaza pour en expulser indéfiniment les Palestinien·ne·s.[5] Ce plan, qui se traduirait ni plus ni moins par un « nettoyage ethnique » du territoire, vient évidemment rajouter de l'huile sur le feu. Et bien que les pressions internationales soient de plus en plus fortes pour calmer le jeu, elles ne semblent pas en mesure de gêner Israël quant à la poursuite de ses actions illégales à Gaza ou dans les territoires occupés.

Devant cette impasse politique, il est pertinent de se questionner sur le rôle que jouent – ou pourraient jouer – les investisseurs institutionnels pour pousser Israël à agir conformément au droit international. C'est dans ce contexte que nous nous sommes entretenus le 26 novembre 2024 avec Alice Chipot. Alice a été directrice du Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises pendant presque 4 ans, un organisme qui promeut les pratiques d'investissement plus éthiques et une finance au service du bien commun. Elle reste proche du regroupement dont elle fait la promotion régulière des valeurs de justice sociale et environnementale.

David Grant-Poitras (DGP) : Le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE) est actif depuis plusieurs années dans le monde de l'investissement éthique au Québec.[6] Quels étaient le contexte et l'intention derrière la création du RRSE ?

Alice Chipot (AC) : Le RRSE a été fondé dans les années 1990 à l'initiative de communautés religieuses proches du christianisme social, et donc engagées plus à gauche. L'idée était de répliquer un modèle qui avait déjà été développé par des détenteurs d'actifs religieux ailleurs au Canada et aux États-Unis, lesquels cherchaient à mieux aligner leurs investissements avec leurs valeurs. Alors que ces communautés religieuses prônaient la justice sociale et environnementale, il y avait très peu de réflexion sur la cohérence entre leurs investissements, leur mission et les bienfaits qu'elles cherchent à apporter au sein de la communauté. Le RRSE proposait ainsi de réfléchir à cet alignement, c'est-à-dire d'utiliser le « pouvoir de nos avoirs » dans une logique d'engagement, voire même d'activisme auprès des entreprises. Si tu remontes dans les années 1960 et 1970 avec l'Apartheid en Afrique du Sud, il y avait déjà eu des réflexions importantes à l'international par rapport au boycottage et au rôle de l'investissement face à des luttes légitimes pour les droits civiques, les droits sociaux et la libération des peuples. Le RRSE s'inscrivait également en continuité de ce type d'efforts

À ses débuts, le RRSE opérait davantage selon une logique agile et par comités. Les membres se penchaient sur des problèmes spécifiques, suivaient quelques compagnies, et conduisaient des interventions ciblées. Il y avait des comités thématiques qui réunissaient à la fois des experts et des religieux et religieuses, pour travailler sur des questions comme l'environnement et les énergies fossiles, les droits humains ou le travail des enfants par exemple. Bref, il y avait un noyau de membres très dévoué sur des enjeux spécifiques, mais le RRSE demeurait un petit véhicule. L'objectif était de réunir plusieurs communautés religieuses autour de la table afin qu'elles fassent converger leurs stratégies d'engagement. Étant donné qu'elles sont notamment actionnaires, le fait de mutualiser ses positions permet d'obtenir un portefeuille global où le potentiel d'interventions auprès d'entreprises est beaucoup plus large et intéressant.

Devant cette impasse politique, il est pertinent de se questionner sur le rôle que jouent – ou pourraient jouer – les investisseurs institutionnels pour pousser Israël à agir conformément au droit international.

DGP : Est-ce toujours ainsi que le RRSE opère ? Quels sont présentement vos principaux domaines d'interventions ?

AC : Le RRSE a toujours pour mission de promouvoir des pratiques d'affaires et d'investissement plus éthiques, et ce, dans l'optique de bâtir une société plus juste. Il le fait en déployant ses activités autour de trois axes. D'abord, nous demeurons un regroupement d'investisseurs engagés pour la justice sociale et environnementale. Depuis mon arrivée et même un peu avant, il y avait une volonté de s'assurer

que le RRSE devienne plus ouvert sur le monde. Le regroupement voulait se « laïciser » de plus en plus, car les communautés religieuses disparaissent graduellement et n'ont plus la même force de frappe qu'auparavant. Nous sommes aussi une plateforme d'éducation, de sensibilisation et de plaidoyer sur les questions ESG[7] et d'investissement socialement responsable. Nous offrons donc de l'accompagnement et de la formation pour les membres, mais aussi grand public quand nous le pouvons. Enfin, nous sommes un acteur engagé sur le plan politique, notamment pour informer l'opinion publique et mobiliser des acteurs vis-à-vis de certains enjeux environnementaux et de droits humains.

DGP : Face à des guerres et des conflits, est-ce que le RRSE a déjà pris position par le passé ? Quelles ont été vos actions par rapport au conflit israélo-palestinien en particulier ?

AC : De façon générale, les communautés religieuses ont toujours été « vocale s» sur la question des conflits armés. Comme détentrices d'actifs, elles ont été parmi les premières à adopter des stratégies d'exclusion financière. Conformément à la doctrine sociale de l'Église, elles ont été proactives à exclure de leurs portefeuilles la loterie, la prostitution, l'alcool, mais aussi l'armement. En ce qui concerne la cause palestinienne, celle-ci était quand même bien connue de nos membres. Puisqu'ils étaient sensibles à ce conflit international, nous nous sommes beaucoup posés la question à savoir si – et comment – le RRSE devait se positionner face à la situation au Moyen-Orient. Bien que tout le monde fût horrifié par les actes commis par le Hamas, nous avions une profonde inquiétude par rapport à la réaction israélienne et à ses conséquences pour la population de Gaza.

J'ai compris rapidement que sur cet enjeu de la responsabilité des investissements par rapport au conflit en Palestine et au respect des droits humains, le RRSE allait fort probablement être parmi les seuls acteurs à l'aise d'en parler au Québec. Nous nous doutions que les autres détenteurs institutionnels ne sauraient pas comment l'appréhender et ne verraient pas non plus l'intérêt à prendre position ouvertement. J'ai donc fait valoir à mon CA que « si quelqu'un peut dire de quoi, eh bien, c'était bien nous !» Et j'ai cherché autour de nos partenaires, me disant qu'il y avait peut-être d'autres détenteurs d'actifs avec des expositions à Israël voulant prendre la parole, mais il ne se disait rien, c'était un silence radio…

Notre première démarche a été d'agir au niveau de l'information et de l'outillage pour activer la réflexion auprès des investisseurs institutionnels. Nous nous sommes rapprochés du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), un acteur qui, en temps normal, ne travaille pas exactement sur ces thématiques. Toutefois, il avait lui aussi la volonté de réfléchir davantage à la question de la Palestine. Nous avons donc collaboré afin de coproduire un document informatif intitulé « L'investissement face aux droits humains et au droit international »[8]. En synthétisant les faits et informations disponibles relativement à l'enjeu des droits humains dans ce conflit, l'objectif du document était d'inciter les acteurs économiques (investisseurs institutionnels, gestionnaires d'actifs, entreprises, etc.) à procéder aux vérifications nécessaires à savoir s'ils participent, ou non, aux violations des droits humains en Palestine. Il y a eu un certain relai, notamment la directrice de la Fondation Béati qui siégeait sur notre CA et qui a aidé à mettre ce document en circulation du côté du secteur philanthropique.

Toutefois, voyant que la situation à Gaza s'enlisait, le document informatif ne suffisait plus ; il fallait adopter une posture plus engagée. C'est dans ce contexte que nous avons collaboré sur plusieurs lettres, notamment avec Above Ground et le CISO, laquelle lettre avait pour titre « Le Canada doit mettre fin aux exportations militaires vers Israël »[9]. L'idée était de faire monter la pression auprès du gouvernement canadien. Nous avons aussi beaucoup échangé avec l'organisation Just Peace Advocates, qui souhaitait notamment sensibiliser les syndicats québécois. Enfin, toujours de concert avec le CISO, nous avons aussi organisé un webinaire pour qu'un plus grand nombre d'acteurs se réapproprient ces réflexions et prennent action.[10] L'objectif était alors d'établir des liens entre investisseurs, syndicats, défenseurs des droits, etc. Parmi les intervenant·e·s invité·e·s, on retrouvait, par exemple, un avocat spécialisé sur les droits humains internationaux et la représentante d'un fonds de pension norvégien qui, suivant les recommandations de l'ONU, a désinvesti des entreprises israéliennes complices des violences à l'encontre des Palestiniens et Palestiniennes. En mars 2023, nous avons également mis en circulation une lettre à l'intention des acteurs financiers pour les appeler à se responsabiliser sur l'impact de leurs investissements sur les droits humains palestiniens[11].

J'ai compris rapidement que sur cet enjeu de la responsabilité des investissements par rapport au conflit en Palestine et au respect des droits humains, le RRSE allait fort probablement être parmi les seuls acteurs à l'aise d'en parler au Québec. Nous nous doutions que les autres détenteurs institutionnels ne sauraient pas comment l'appréhender et ne verraient pas non plus l'intérêt à prendre position ouvertement.

- Alice Chipot

DGP : Par-delà ces efforts de sensibilisation et d'élévation du débat public, avez-vous renchéri avec des stratégies d'engagement ciblant des organisations en particulier ?

AC : Nous sommes souvent sollicités en ce sens. Pendant mon mandat, j'ai eu la possibilité de m'engager plus personnellement, c'est-à-dire plus à titre personnel qu'au nom du RRSE, pour fournir des conseils et accompagner des rencontres d'engagement auprès d'investisseurs. Par exemple, en 2022, des membres de la Coalition BDS-Québec[12] m'ont demandé de les accompagner pour interpeller la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) relativement à un important investissement[13] dans Allied Universal-G4S. Cette entreprise de sécurité privée était responsable, entre autres, de la formation et la gestion des forces policières israéliennes, accusées de contrevenir aux droits humains au sein des territoires occupés.[14] Avec une professeure de l'Université de Montréal spécialisée sur le conflit israélo-palestinien, une chercheuse de l'IRIS spécialisée sur l'utilisation des technologies dans les contextes de conflits armés, et moi qui apportais une expertise au niveau de l'investissement, nous avons coordonné une rencontre avec la CDPQ pour l'inviter à exclure cette entreprise de son portefeuille. Il est difficile de déterminer si ce sont nos arguments qui furent décisifs, mais la CDPQ a finalement désinvesti de G4S.[15]

DGP : Le retour de Donald Trump aux États-Unis fait craindre le pire concernant la détérioration de la situation en Palestine. Devant un tel contexte, croyez-vous que les investisseurs institutionnels puissent encore influencer l'évolution de ce conflit ?

AC : Ça s'annonce difficile en effet… Même avant la réélection de Donald Trump, on voyait grandir un mouvement anti-ESG dans plusieurs États américains. Au moment où on se parle, nous devons faire face à toute une mouvance conservatrice pour qui une entreprise devrait avoir pour seul objectif de servir l'intérêt financier de ses actionnaires, et rien de plus.

Selon cette vision, il n'est pas de la responsabilité de l'entreprise et des investisseurs de prendre en compte des externalités négatives ou des questions sociales et politiques. Le courant ESG et l'engagement actionnarial iraient supposément trop loin et donneraient lieu à des dérapages. Les revendications anti-ESG sont portées devant les tribunaux pour ultimement mettre des bâtons dans les roues des investisseurs responsables, ce qui pourrait créer des précédents.

Du coup, on sent qu'il y a un gros recul en matière de critères ESG – à l'instar de ce qu'on observe par rapport à la remise en cause du bienfondé des politiques EDI dans les entreprises. Et tu sais, le ESG, l'environnement, le EDI, la Palestine, c'est parfois

mis dans le même panier « wokiste » que dénonce ce mouvement conservateur. C'est vécu comme continuum. Et face à un tel backlash, on sent que ça s'annonce pour être de plus en plus compliqué. Il y a un risque que les investisseurs qui se disaient plus responsables et éthiques finissent par trouver qu'être engagés socialement est rendu trop polarisant, que ça alourdi trop la gestion des investissements. Donc ma lecture du contexte est qu'il y a présentement une crispation sur ces questions avec le retour du conservatisme et de l'extrême-droite, et l'enjeu de la Palestine risque fort probablement d'en écoper.

J'en profite pour préciser, sur la question palestinienne et les investissements québécois, qu'un mémoire a été soumis à la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 par la Coalition du Québec URGENCE Palestine, le 30 novembre 2024. Y est abordée spécifiquement l'exposition de la Caisse de dépôt et de placement. Et pour ceux qui veulent en s'avoir plus et ou s'engager, une campagne se met en place en mars 2025, « SORTONS LA CAISSE DES CRIMES EN PALESTINE ». Malgré la quantité d'informations internationales anxiogènes, il est important de na pas oublier la population de Gaza. Pour terminer sur une note positive, je sens du mouvement du côté des représentants syndicaux, ou de représentants sur certains comités de régimes de retraite. Il y a plus de personnes sensibles à cette question qu'on ne le croirait et, souvent, ils sont à la recherche de façon d'agir solidairement.

Notes

1. UNICEF (février 2025). Israël - Territoires palestiniens : l'espoir après l'annonce d'un cessez-le-feu, lien

2. Valentin Rakovsky (janvier, 2025). Près de 70 % des bâtiments endommagés ou détruits. La Presse, lien

3. Human Rights Watch (mai 2024). Gaza : Attaques israéliennes contre des travailleurs humanitaires, lien

4. Francesca Albanese (2024). Anatomie d'un génocide. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Conseil des droits de l'homme, lien

5. Yves Boisvert (février 2025). Un nettoyage ethnique comme un projet immobilier, La Presse, lien

6. Pour une compréhension approfondie de l'histoire du RRSE : David Longtin et Stéphane Pisani (2021). Histoire du Regroupement sur la responsabilité sociale des entreprises (RRSE). PhiLab, lien

7. Les critères (ou facteurs) ESG font références à la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les décisions d'investissement. Pour une définition simple des ESG, lien

8. Pour consulter la version française du document : lien

9. Pour consulter la lettre : lien

10. Ce webinaire, intitulé « Institutions, investissements et droits humains palestiniens », s'est déroulé le 15 mai 2024. Les informations générales de l'événement sont disponibles dans l'infolettre Mars-Avril 2024 du RRSE : lien

11. Abir Samih (2024). « Investissements canadiens et droits humains palestiniens : mieux responsabiliser nos pratiques », RRSE.

12. La Coalition BDS-Québec est une branche de la campagne mondiale de « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » pour faire pression sur le régime d'apartheid dirigé contre les Palestiniens et Palestiniennes. Privilégiant des moyens de lutte non violents, il s'agit de punir économiquement les entreprises israéliennes actives dans l'occupation, l'annexion et la colonisation de la Palestine (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est). Pour plus d'informations sur BDS-Québec : lien

13. La CDPQ aurait investi plus de 1,5 milliard de dollars dans cette entreprise en 2019. Ce chiffre est tiré de : Myriam Lavoie-Moore (2022). Bientôt une éthique financière 360° pour la Caisse de dépôt et placement du Québec?, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), lien

14. Pour plus d'informations sur les accusations de BDS à l'égard de G4s : lien

15. Concernant l'annonce de ce désinvestissement, voir : Coalition BDS-Québec (juin 2023). La CDPQ se retire d'une entreprise israélienne de sécurité, Le journal des Alternatives, lien

L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

PhiLab

Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership Research Network

Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca